

RAPPORT

CETE
Méditerranée

Service
Vulnérabilité
Gestion de Crise

mai 2013

Plateforme Mondiale pour la réduction des risques de catastrophes

Genève 21-23 mai 2013

Compte rendu de la mission du CETE Méditerranée et perspectives d'actions



Quatrième session de la plate-forme mondiale
pour la réduction des risques de catastrophe
Genève, Suisse, 19-23 mai 2013

Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs
Population résiliente - Planète résiliente



Couverture Systèmes d'alerte précoce installés au sein des collectivités
et du Rio Coco, Nicaragua. Crédits photo : Orlam GB-David Vinales



Centre d'Études Techniques de l'Équipement Méditerranée

www.cete-mediterranee.fr

Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
V1	31/05/2013	

Affaire suivie par

Anne Chanal et Sandrine Arbizzi - Service Vulnérabilité Gestion de Crise
Tél. : 04 42 24 76 74
Courriel : anne.chanal@developpement-durable.gouv.fr sandrine.arbizzi@developpement-durable.gouv.fr

Rédacteur

Anne CHANAL - CETE Méditerranée
Sandrine ARBIZZI – CETE Méditerranée

Référence(s) intranet

http://

Crédits photos : CETE Méditerranée, HCFDC, UNISDR

SOMMAIRE

1 - CONTEXTE ET PROGRAMME DE LA 4ÈME PLATEFORME MONDIALE.....	4
2 - STAND DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE.....	5
3 - COMPTE RENDU DE SESSIONS SÉLECTIONNÉES.....	7
3.1 - Private sector for resilient societies – ingredients for success.....	7
3.2 - Economics of DRR : promoting sustainable development through Disaster Risk Reduction investments.....	8
3.3 - From shared risk to shared value : the business case for Disaster Risk Reduction.....	9
3.4 - Heritage and Resilience	10
3.5 - Ready-to-use data : risk information where it is needed.....	11
3.6 - Building resilience into urban planning and investments.....	11
3.7 - Recovering and building resilience after disaster.....	12
4 - PROJET DE MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME FRANCOPHONE.....	13
5 - ENSEIGNEMENTS ET OPPORTUNITÉS D'ACTIONS.....	14

1 - Contexte et Programme de la 4ème Plateforme Mondiale

La 4ème Plateforme Mondiale de Réduction des Risques de Catastrophes s'est tenue à Genève du 19 au 23 mai 2013 à l'initiative de l'UNISDR (Instance des Nations Unies).

Les éditions de cette plateforme ont une périodicité biennale. L'édition 2005 de la Plateforme s'était déroulée à Hyogo et avait vu ses engagements consolidés par le Cadre d'Action de Hyogo 2005-2015. La prochaine édition de la Plateforme sera organisée à Sendai en 2015 et devrait conduire à la publication d'un nouveau cadre d'action post 2015. La Plateforme Mondiale 2013 se plaçait donc dans un contexte de préparation du futur Cadre d'Action.

Le programme de la Plateforme est accessible sur le site internet dédié à cette organisation <http://www.preventionweb.net/globalplatform/2013/>.

Quatrième session de la plate-forme mondiale
pour la réduction des risques de catastrophe
Genève, Suisse, 19-23 mai 2013

Investir aujourd'hui pour des lendemains plus sûrs
Population résiliente - Planète résiliente



Couverture Systèmes d'alerte précoce installés au sein des collectivités des rives du Rio Bocay et du Rio Coco, Nicaragua. Crédits photo : Oxfam GB/David Vinales

L'Etat français s'est engagé dans la manifestation en mobilisant une délégation¹ sur place composée de représentants de trois Ministères (Développement Durable, Intérieur, Culture) et d'organismes prenant part à la prévention des risques. A ce titre, le CETE Méditerranée (et le nouveau CEREMA) a été associé à cette délégation sur invitation de la DGPR et a été représenté par Anne Chanal et Sandrine Arbizzi.

La délégation française a participé activement à la Plateforme en animant un stand dans le salon et en intervenant dans plusieurs sessions plénières et ateliers (intervention de la directrice de la DGPR

1 Composition de la Délégation française : Min. Développement Durable/DGPR, SCHAPI, Min. Culture, Min. Intérieur/DGSCGC, CETE Méditerranée, BRGM, IFFORME, AFPCN, HCFDC, CEPRI, Croix Rouge Française, Bouclier Bleu, Craterre, CME, SignAlert, BRL Ingénierie

lors de la session d'ouverture pour affirmer l'engagement de la France dans la réduction des risques de catastrophes, intervention de M Musitelli, conseiller d'Etat pour promouvoir l'intégration de la dimension patrimoniale dans la stratégie d'action dans la session *Heritage and Resilience* notamment).

La mobilisation de la France a été saluée par la visite de l'Ambassadeur français à Genève qui a mis ses services à disposition pour faciliter les contacts avec les diverses implantations internationales présentes en Suisse.



L'ambassadeur français à Genève Nicolas Niemtchinow, entouré de la délégation française (crédit photo HCFDC)

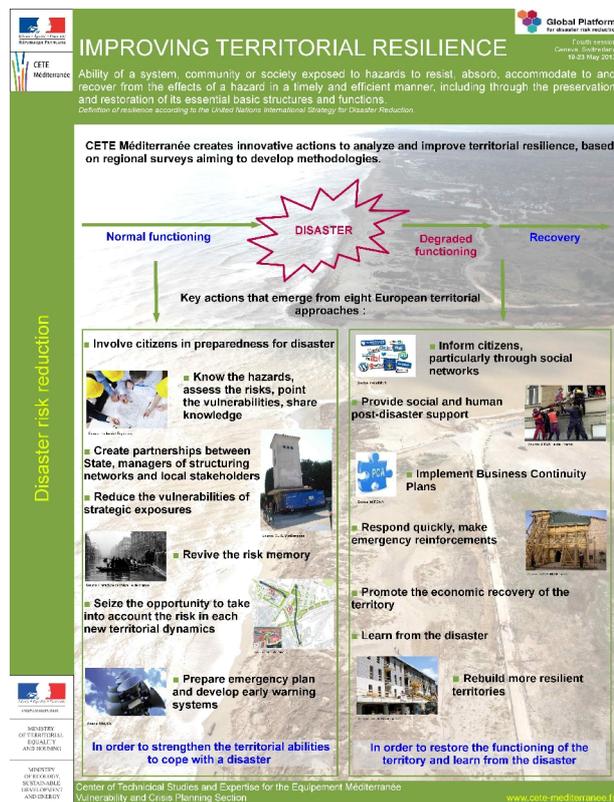
2 - Stand de la délégation française

Le stand français a été animé à tour de rôle par les différents membres de la délégation, pour leur permettre de suivre en alternance les conférences proposées dans le cadre de la Plateforme.

Pour le CETE Méditerranée, il a été l'occasion de valoriser ses activités et ses productions sur la thématique Risques et Résilience avec les documents préparés en anglais pour cette occasion :

- Poster sur la résilience des territoires
- DVD présentant les activités du CETE, notamment DREC/SVGC, DREC/SHRIL, Labos
- Plaquette du service SVGC
- Fiches études en lien avec la prévention des risques, la préparation à la crise et la résilience des territoires

Il faut noter que l'action se poursuivra au delà des 3 journées de la Plateforme par l'intermédiaire de la Plateforme française virtuelle animée par la DGPR sur prim.net.



Le poster exposé par le CETE Méditerranée



Le stand français

(A. Chanal et S. Arbizzi du CETE Méditerranée , Émilie Crochet du Ministère de l'Intérieur-DGSCGC)

Le stand a été organisé chaque jour autour de thématiques dominantes :

J1 = éducation et sensibilisation aux risques

J2 = patrimoine et résilience, réduction de la vulnérabilité aux risques

J3 = prévision, surveillance et prévention des risques

Il a permis de nombreuses rencontres, avec des personnes aux profils assez diversifiés (du ministre à l'étudiant, bureau privé, association...) et avec différents objectifs : volonté d'initiation d'échanges et jumelage entre pays, échanges techniques sur les productions françaises, partage d'expériences. Lors de sa visite du stand, l'ambassadeur a souligné le côté intégrateur du stand, présentant le panel des acteurs français sur la résilience des territoires (ministères, ingénierie publique et privée, organisme de formation, université, associations, assurances...).

3 - Compte rendu de sessions sélectionnées

3.1 - Private sector for resilient societies – ingredients for success

Session plénière du 21 mai - 10h30-12h30

Cette session consacrée à la place du secteur privé dans les démarches d'amélioration de la résilience des communautés s'est articulée autour de témoignages d'acteurs privés (entrepreneur de travaux aux Philippines, directeur de l'agence de reconstruction en Nouvelle Zélande) et de représentants de l'autorité politique (maire de Sendai au Japon, maire de San Francisco) ayant des expériences réussies de partenariat public-privé.

Les enseignements tirés en 2013 par l'UNISDR dans son rapport de bilan montrent que les démarches de résilience doivent être mieux partagées entre gouvernements, entreprises et assureurs mais que la gestion des risques et la réalisation d'investissements résilients représentent aussi des opportunités économiques et rentables à long terme. Ce bilan a été confirmé par les témoignages des intervenants de la session.

Les réalisations de centres commerciaux Marekina et Matikoupa près de Manille ont intégré les risques d'inondation et sismiques et proposent des dispositions constructives innovantes.

La dynamique de reconstruction après le séisme de 2011 en Nouvelle Zélande s'est basée sur un système d'alliance public-privé favorisé par la présence d'un gouvernement fort, entouré d'experts compétents.

La maire de Sendai, accompagnée d'une chef d'entreprise, a témoigné de l'opportunité du partenariat public-privé (PPP) pour trouver des solutions innovantes (exemple de l'écoquartier Tago-Nishi, autonome en cas de coupure électrique) et la nécessité de tirer systématiquement les enseignements des catastrophes.

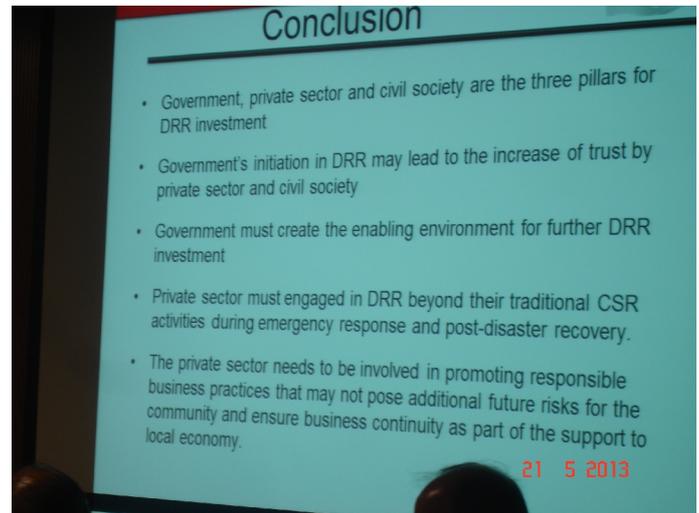
A noter que la prochaine conférence de l'UNISDR se tiendra à Sendai en 2015.

Les démarches exemplaires engagées par la ville de San Francisco associant commerçants, fournisseurs de services, assureurs, institutions financières et fiscales ont permis de créer un modèle de croissance durable pour cette ville.

En synthèse, les facteurs essentiels qui se dégagent des témoignages pour construire des territoires plus résilients sont le partage de valeurs communes entre public et privé, la nécessaire présence d'institutions fortes et la pérennité de la gouvernance dans la durée.



Écoquartier Tago-Nishi à Sendai, Japon



Les enseignements de la session

3.2 - Economics of DRR : promoting sustainable development through Disaster Risk Reduction investments

Évènement parallèle du 21 mai - 14h – 14h55

En Indonésie, le budget consacré à la gestion des risques a été multiplié par 1000 après le tsunami de 2004, puis a donné lieu à une loi en 2007 s'appuyant sur trois acteurs piliers : gouvernement, secteur privé, société civile. Des investissements ont été mobilisés pour la réhabilitation et la reconstruction des zones affectées. L'exemple montre que le gouvernement a un rôle à jouer dans la création d'un environnement favorable à ces investissements, qui se trouvent rentables pour le secteur privé tout en développant des pratiques économiques responsables. Après le fort séisme de Sumatra, la confiance dans l'investissement du redressement de la région a permis d'atteindre une hausse de la croissance économique supérieure à 6,8% en 2012-13.

L'agence de coopération internationale du Japon (JICA) a développé un modèle d'analyse économique qui permet de mettre en évidence les coûts et avantages des investissements dans la réduction des risques de catastrophes (DR²AD) en simulant le taux de croissance avec/sans stratégie de réduction des risques et avec/sans catastrophe, et montre l'intérêt de la stratégie en l'incorporant notamment dans divers projets de développement (Pakistan, Cambodge).

Il ressort clairement que la prise en compte des risques permet de construire une société plus résiliente dans un souci de développement durable et dans un contexte de coopération grandissante. Ces objectifs paraissent importants à inclure dans l'agenda post-2015, d'autant plus que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ne font pas référence aux catastrophes alors que celles-ci portent de graves atteintes et entravent la réalisation de ces objectifs.

3.3 - From shared risk to shared value : the business case for Disaster Risk Reduction

Évènement spécial du 21 mai – 16h45 – 18h

Les grandes entreprises et leur chaîne de valeurs sont exposées aux catastrophes naturelles, et peu nombreuses sont celles qui considèrent les risques comme un point critique dans leur fonctionnement. D'un autre côté, les gouvernements rencontrent des difficultés à créer des environnements favorables ou incitatifs pour encourager des investissements intégrant les risques de catastrophe et la résilience.

Ce contexte a conduit à identifier les opportunités que peuvent offrir des partenariats public-privé, et une plate-forme a été lancée en 2012, afin d'encourager des collaborations durables au sein du secteur privé et avec les entités publiques ; la phase pilote a recueilli l'intérêt des entreprises associées.

Les témoins de cette table ronde ont partagé leurs expériences, tels que le gouvernement des Pays Bas, pour lequel les PPP sont naturellement apparus comme une solution intéressante, fondée sur des années d'expérience en matière de gestion du risque d'inondation. Le PPP offre une opportunité d'engager des moyens, sur une trame démocratique (participation du secteur public, privé et société civile), en bénéficiant des compétences et innovations apportées par le secteur privé. L'expérience des Pays-Bas est naturellement transposable, mais il ressort néanmoins que ce succès nécessite des investissements à l'échelle locale, qui doivent être soutenus aux différents niveaux territoriaux et en associant un nombre à minima d'entreprises. Le gouvernement participe au financement des actions de maintenance qui sont confiées au privé, tout en gardant une bonne vision d'ensemble des actions de chaque partenaire.

PricewaterhouseCoopers a souligné l'intérêt de se pencher sur la question de la résilience en amont, mais aussi de profiter de l'énergie générée à la suite d'une catastrophe. Les PPP contribuent à rendre gouvernements et entreprises plus résilients.

L'entreprise Nestlé a montré qu'il était possible de travailler au niveau (très) local et d'investir dans la résilience à long terme, autant au niveau des chaînes d'approvisionnement en matières premières que pour le réseau de distribution au consommateur. Les coopérations avec les autorités permettent de créer des environnements favorables au développement de la résilience (connaissance, sensibilisation, préparation à la gestion de crise), et d'initier des relations qui seront pleinement mobilisées en cas de catastrophe.

ABB a donné un aperçu des éclairages qui peuvent orienter les entreprises vers plus de résilience (connaissance des risques sur chaque usine et estimation des pertes en conséquence, modulation des assurances en fonction du niveau d'exposition, liste d'actions nécessaires pour la gestion des risques).



Intervenants de la session From shared risk to shared value

3.4 - Heritage and Resilience

Évènement spécial du 22 mai - 11h15 – 12h45

Organisée par trois comités internationaux (UNESCO, ICOMOS-ICORP, ICCROM), cette session a été l'occasion de présenter plusieurs expériences relatives à la gestion des biens culturels et d'affirmer le rôle du patrimoine dans la résilience des communautés.

La France a proposé de renverser la perspective habituelle, celle de voir le patrimoine comme un bien exposé, pour le considérer comme une ressource à valoriser et un levier d'actions contre les risques. Les exemples cités par le Pakistan ont montré que les constructions qui ont permis le relogement des personnes impactées par le séisme ou les inondations se sont avérées plus vulnérables aux inondations suivantes (construction en briques-béton à la place des matériaux traditionnels), tout en générant des dommages à l'environnement (déforestation, émission de GES, implantation dans les zones montagneuses hors des zones de vie historiques). Des solutions plus respectueuses ont pu être trouvées en s'appuyant sur les savoir-faire locaux en impliquant la population, qui a tiré une certaine fierté de sa contribution au redressement du pays. Il ressort ainsi l'importance de réagir rapidement, tout en tenant compte du patrimoine et du panel de solutions possibles.

Le patrimoine dans son acceptation globale - environnement naturel et culturel dans lequel vivent les populations - constitue un élément d'identification et peut permettre de fédérer les actions des populations pour retrouver une certaine fierté après la catastrophe. La formation aux techniques et matériaux traditionnels et la transmission de mémoire patrimoniale sont des voies de résilience.

Les intervenants se sont ainsi accordés sur l'importance d'intégrer une dimension patrimoniale dans une stratégie globale de prévention et de gestion des risques, qu'ils soient naturels ou d'origine anthropiques, en émettant le souhait que cet objectif soit clairement affiché dans le prochain CAH2 de Hyogo en 2015.

A noter : Journée internationale sur les risques organisée par l'UNESCO le 13 octobre 2013.



L'intervention française de M Musitelli, conseiller d'Etat

3.5 - Ready-to-use data : risk information where it is needed

Évènement parallèle du 22 mai - 14h00-14h55

La session a permis une présentation de démarches réussies d'utilisation de données pour la gestion des risques et de plateformes interactives.

Le gouvernement indonésien a présenté le site web d'information géographique sur les risques en place sur le pays.

La démarche engagée par le gouvernement des Seychelles, archipel de l'océan indien fortement exposé aux différents aléas naturels, a permis d'organiser la collecte des données sur les risques entre les différents ministères (Environnement et Énergie, Urbanisme et Habitat, Finances). Un fonds annuel de 4 M de \$ a été créé cofinancé par l'État.

Le Bureau d'Études Willis a présenté une application cartographique permettant une information sur l'exposition aux risques à l'échelle internationale.

L'ensemble des intervenants de la session, gouvernements, ONG, partenaires privés s'accordent sur la nécessité de faciliter l'accès aux données et le partage d'information pour tous les acteurs.

3.6 - Building resilience into urban planning and investments

Évènement spécial du 23 mai – 11h15 - 12h45

ONU Habitat a ouvert cette session en dressant un panorama des situations difficiles rencontrées dans le monde sur le plan de l'aménagement du territoire, où l'urbanisation croissante se poursuit en soulevant de nouvelles problématiques et défis.

D'un côté les pays développés connaissent une crise liée aux coûts de la vie en ville, qui rejettent la pauvreté en périphérie, créent des inégalités, embouteillages et émeutes...à laquelle s'ajoute une crise fiscale avec des ressources locales insuffisantes et une concurrence des sources de financement entre gouvernements centraux et locaux. D'un autre côté, les pays en développement manquent de principes d'urbanisation, avec un développement spontané et sans planification dirigée, sans parler des grandes difficultés de financement pour les gouvernements locaux, lorsqu'ils existent.

L'urbanisation de la Chine amène également à soulever des interrogations quant au mode de développement : comment des villes si récentes peuvent connaître autant d'embouteillages et de pollution ? Une des explications serait que le modèle d'urbanisation est resté calé sur les bases du 20ème siècle, selon un « canevas type » reproduit au niveau mondial, mais qui ne répond plus aux problématiques contemporaines. Après la révision des OMD et du CAH2, la réflexion doit aussi être conduite sur un nouveau modèle de développement, intégrant dès l'origine ce concept de réduction des risques, pour une ville durable du point de vue de l'environnement mais aussi de l'économie, avec un vrai défi : l'intégrer dès la conception, dans un souci de ville attractive pour ces habitants. Le modèle d'urbanisation à rechercher commence à se définir (usage mixte, compacité, plus d'espaces publics, concept de proximité et intégration sociale), mais il nécessite d'opérer à de grandes évolutions économiques et culturelles.

L'exemple de la ville américaine d'Hoboken, durement touchée par l'évènement Sandy, ou encore celle de Chacao au Venezuela a montré les différentes voies de résilience imaginées par les municipalités. Enfin, la projection du film *IMAGINE* a éveillé le public sur les perspectives que pourrait offrir l'espace souterrain pour développer des villes résilientes et les recherches engagées dans ce sens.

3.7 - Recovering and building resilience after disaster

Évènement spécial du 23 mai - 11h15-12h45

Après trois exposés d'études de cas par les représentants des gouvernements concernés (Indonésie, Japon et Pakistan), les acteurs internationaux représentés par les Nations Unies, la Banque mondiale et l'Union Européenne ont présenté les travaux en cours pour proposer des cadres d'actions communs à tous : guide pour l'évaluation des besoins post-catastrophe et guide pour le redressement après une catastrophe.

La table ronde finale a permis de recueillir les témoignages de deux ministres (Chili et République de Kirgыз) ayant mis en place une organisation adaptée pour prévenir les catastrophes et reconstruire après un événement. La table ronde a également été l'occasion de prendre connaissance des ressources mobilisables à l'échelon international (Banque Mondiale, Union Européenne) pour la réduction des risques post catastrophes.

En conclusion, les messages essentiels des intervenants ont porté sur l'opportunité de s'appuyer sur les structures et outils existants pour le redressement et la reconstruction, la priorité à donner à la prévention des risques en amont, l'importance d'un leader gouvernemental local chargé de la coordination des actions, la nécessité de tirer les enseignements des événements locaux même mineurs et l'enjeu de saisir la situation privilégiée post-catastrophe pour conduire des actions de résilience (aménagement, constructions, information de la population).

4 - Projet de mise en place d'une plateforme francophone

Une réunion d'échanges et de déclarations d'intérêt pour un projet de plateforme francophone sur la réduction des risques de catastrophes a été organisée pendant la plateforme mondiale à l'initiative de la France.

Interrogés sur leurs attentes, les participants nombreux dans la salle se sont accordés sur le besoin de disposer d'un lieu d'échange en français pour partager des informations et retour d'expériences et pour consolider en commun les messages à faire passer aux acteurs anglophones.

L'UNISDR a fortement invité la communauté francophone à s'appuyer sur ses outils existants (site internet) pour l'animation de la plateforme francophone.

Au delà de ces premières réactions, les participants ont été invités à se positionner sur l'opportunité de la mise en place de cette plateforme, d'ici le 13 octobre 2013, date choisie pour son lancement (journée internationale pour la réduction des risques de catastrophe).

La plateforme devrait faciliter l'accès à l'information pour les francophones mais aussi proposer un apport de la communauté francophone à la communauté internationale, notamment par une contribution au futur cadre d'action de Hyogo post 2015. Un forum francophone est envisagé en 2014 pour la préparer.



Réunion d'échange et de déclaration d'intérêt pour le lancement d'une plateforme francophone

5 - Enseignements et opportunités d'actions

La participation à la Plateforme Mondiale nous permet d'identifier plusieurs perspectives d'actions, d'autant plus intéressantes qu'elles se placent dans le contexte particulier de la préparation du nouveau cadre d'action de Hyogo pour la réduction des risques de catastrophe de 2015.

- Des témoignages et retours d'expériences potentiellement transposables au contexte français ont été présentés dans les sessions. Ils pourraient être utiles dans le cadre des réflexions conduites pour l'amélioration de la résilience, par exemple dans le cadre de l'action AIRT pilotée par le CGDD, et plus globalement dans les missions d'appui de la DGPR, la DGALN et du SDSIE;
- Des groupes de travail internationaux sont conduits par l'UNISDR et ses partenaires, notamment sur la gestion post-catastrophe ou sur la conception d'aménagement urbains résilients. Il sera a minima pertinent de suivre l'avancement de ces travaux et si possible de s'y associer;
- Les représentants de territoires francophones présents (Haïti, Comores, Afrique, Algérie...) ont exprimé leur besoin d'appui post-catastrophe par des experts de langue française; le CEREMA peut certainement contribuer à cette expertise, dans le cadre du projet de plateforme francophone proposé par la France.



**CETE
Méditerranée**



MINISTÈRE
DE L'ÉGALITÉ
DES TERRITOIRES
ET DU LOGEMENT

MINISTÈRE
DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE